

Entretien des couvertures du Domaine national de Saint-Cloud et Maison des Jardies

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)



Monument historique classé

Table des matières

Présentation du domaine national de saint-cloud.....	4
1. Rappel historique	4
Présentation de la maison des jardies	5
ARTICLE 1- OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	5
1.1 Objet de l'accord-cadre- Généralités	5
1.2 Conditions générales d'exécution	6
1.3 Plan de prévention des risques	6
1.4 Connaissance des lieux- Visite sur place	6
1.5 Prise de possession des lieux- responsabilités	6
1.6 Consistance des prestations.....	6
ARTICLE 2- ORGANISATION ET INSTALLATIONS DE CHANTIER	7
2.1 Aires de stockage.....	7
2.2 Clôture de chantier.....	7
2.3 Accès et circulation.....	7
2.4 Règlement de police et de voirie.....	7
2.5 Véhicules – Engins et matériels.....	7
2.6 Signalisation des véhicules	7
2.7 Réseaux de concessionnaires	7
2.8 Entretien - Nettoyage du chantier.....	7
2.9 Sécurité et hygiène des chantiers	8
2.10 Equipement du personnel	8
2.11 Etat des lieux	8
2.12 Réunions de chantier.....	9
ARTICLE 3 - MODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
3.1 Normes et règlements - Etat prévisionnel des prestations.....	9
3.2 Provenance des matériaux.....	9
3.3 Délais d'interventions.....	9
3.4 Périodes d'interdiction	9
3.5 Etat des lieux- remise en état des zones de travaux, de stockage et zones de circulation.	9
3.6 Conditions d'exécution.....	10
ARTICLE 4- DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	11
4.1 Généralités	11

4.2 Protection des existants	11
4.3 Protection des ouvrages.....	12
4.4 Descriptif des prestations de travaux.....	12
Remplacement ponctuel de tuiles ou ardoises	12
Révision des ouvrages de raccord	12
Nettoyage et révision des conduites et récupérations d'eaux pluviales	13
Démoussage, dévégétalisation et traitement	13
Révision des cheminées	13
Révision des dispositifs d'arrêt de matériaux en bas de pente.....	13
Mise en place de mesures conservatoires	13
ARTICLE 5 – DOSSIER DES INTERVENTIONS EXCUTEES	13
ARTICLE 6 – LOCALISATION DES BATIMENTS	14

Présentation du domaine national de Saint-Cloud

1. Rappel historique

Monsieur, frère du roi, acquiert le domaine en 1658. Il y trouve un château de la fin du 16^{ème} siècle, une grotte et des jardins. De 1658 à 1665 s'ébauche le parc avec sa cascade.

Entre 1670 et 1680, transformation du château : triplement du corps de logis, construction des ailes. S'y ajoutent pavillon de Valois, écuries hautes, corps de garde, Trianon. Les transformations du parc, bassin des cygnes, grande cascade cessent avec la mort de Monsieur en 1701.

En 1743, Louis d'Orléans fait bâtir une salle de spectacle, transforme le Trianon surnommé en 1785 pavillon de Breteuil. Son fils Louis Philippe d'Orléans réaménage les jardins, le parterre de la lyre, le violon de la Brosse, la Gayette, le fer à cheval, le bosquet de la Félicité. Marie-Antoinette, qui acquiert le château dès 1785, augmente la façade ouest et le corps de logis.

Napoléon 1^{er} y bâtit un manège avec abreuvoir, la lanterne de Démosthène.

Louis XVIII fait bâtir le pont de tranche montagne, plusieurs portes ouvrant sur les communes limitrophes et le jardin du Trocadéro.

Charles X installe la caserne Sully, des écuries neuves et transforme le bâtiment des pages en grand commun. Sous Louis Philippe sont construits le pavillon turc, celui de la faisanderie, la ferme qui accueillera l'institut Pasteur à Villeneuve-l'Étang ; un haras est projeté.

La manufacture de porcelaine et le musée de la céramique s'installent à Sèvres en 1876 sur un coin du parc. En 1863 disparaissent l'orangerie et la salle de spectacle.

Le 13 octobre 1870, le château est détruit par un incendie. En 1879, apparaît le projet abandonné de palais de cristal sur les ruines du château qui sont alors dispersées à travers le monde.

Le pavillon de Valois abrite jusqu'aux années 1990 l'Ecole Normale Supérieure.

Le pavillon de Breteuil est cédé au Bureau International des Poids et Mesures.¹

¹ Source : base Mérimée



Présentation de la maison des jardies

Une maison de vigneron. Construite à la fin du XVII^e siècle, la maison est transformée au XVIII^e siècle en maison de campagne pour des Parisiens en quête du retour à la nature prôné par Rousseau. Balzac s'établit dans un chalet voisin de 1838 à 1840.

Léon Gambetta (1838-1882) est la grande figure de la résistance républicaine aux Prussiens pendant la guerre de 1870. Écarté du pouvoir, il s'installe en 1878 aux Jardies. Il y meurt en 1882, à seulement 44 ans. L'émotion populaire est immense. La maison est aussitôt léguée à l'État et, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, ce « saint laïque » fait l'objet d'un pèlerinage annuel du Gouvernement, mais aussi de très nombreux étrangers. La maison et le jardin bénéficient d'une grande campagne de restauration de 1990 à 1996.

ARTICLE 1- OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

1.1 Objet de l'accord-cadre- Généralités

Dans le cadre de l'entretien du Domaine national de Saint-Cloud, domaine dont le Centre des Monuments nationaux a la charge, le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des couvertures.

D'une manière générale, l'entrepreneur s'engage à exécuter toutes les prestations nécessaires en vue de l'entretien normal et permanent des sites, dans le respect de la législation, des règles de la profession ainsi que des dispositions du présent CCTP

L'entrepreneur doit prendre la complète connaissance des documents écrits concernant les prestations à exécuter.

Le présent CCTP a pour but de renseigner d'une manière générale les soumissionnaires sur la nature des prestations à réaliser, leur importance, leurs dimensions et leurs emplacements. Toutefois, il est précisé que ces documents et descriptions n'ont aucun caractère limitatif et que les entrepreneurs sont

tenus de prévoir eux-mêmes, pour l'établissement de leurs prix, et d'exécuter comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, toutes prestations complémentaires relevant de leur profession qui seraient indispensables au parfait achèvement des prestations projetées dans le respect des règles de l'art.

De ce fait, les soumissionnaires ne pourront en aucun cas arguer d'erreurs ou omissions sur les CCTP pour demander un supplément quelconque sur le montant de leurs prix.

L'entrepreneur devra tenir compte de toutes les sujétions et pourra si nécessaire demander, avant la remise de son offre, toutes les précisions complémentaires au Maître d'Ouvrage, ou à défaut considérer la solution la plus onéreuse.

Au cas où une omission ou une contradiction ne se révélerait qu'après remise des soumissions, le Maître d'Ouvrage serait en droit d'exiger la mise en œuvre de la solution la plus onéreuse.

1.2 Conditions générales d'exécution

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune majoration de prix en raison de la gêne que les usagers du domaine pourraient apporter à l'exécution du travail.

1.3 Plan de prévention des risques

Le maître d'ouvrage établira un plan de prévention des risques annuel signé par l'entrepreneur qu'il sera tenu de respecter.

1.4 Connaissance des lieux- Visite sur place

L'entrepreneur est réputé avoir pleine connaissance des lieux, de la consistance de ses prestations et des difficultés d'exécution éventuelles. En outre, l'entrepreneur est réputé avoir tenu compte des contraintes résultant des circulations et des stationnements de véhicules.

Il est censé s'être rendu sur place pour évaluer exactement la nature des différentes prestations et les différentes contraintes inhérentes à chacun des sites d'intervention.

1.5 Prise de possession des lieux- responsabilités

Quelles que soient les dispositions techniques retenues, la responsabilité de l'entreprise sera engagée en cas de dégradations de l'environnement naturel et construit ou en cas d'incidents corporels consécutifs à l'exécution des prestations. Les précautions nécessaires seront par ailleurs également prises dans la circulation et l'intervention des engins et matériels de chantier pour éviter tous incidents ou accidents de personnes aux abords du chantier, ainsi que pour parer à tous risques de dégradations sur les véhicules divers circulant ou stationnant à proximité de celui-ci.

1.6 Consistance des prestations

La prestation comprend :

- La mise à disposition du personnel, des véhicules et du matériel nécessaire à l'exécution des prestations ;
- L'installation et le repliement du chantier comprenant l'ensemble des dispositifs de signalisation et de protection du public ;
- L'exécution des prestations objet du présent CCTP ;
- La collecte, le tri et le transport des déchets divers et des déchets produits par l'exécution des prestations jusqu'au lieu de stockage ou de traitement et de valorisation (sur site ou en centre de traitement spécialisé),

Suivant les dispositions définies au présent CCTP.

ARTICLE 2- ORGANISATION ET INSTALLATIONS DE CHANTIER

2.1 Aires de stockage

Sur demande du Maître d'ouvrage, un stockage de longue durée des matériaux et/ou des gravois pourra avoir lieu sur site, à l'emplacement qui sera indiqué à l'entrepreneur.

2.2 Clôture de chantier

L'entrepreneur titulaire du lot devra :

- Dans les zones ouvertes à la circulation, la mise en place de signalisations temporaires marquant la présence du chantier (panneaux de signalisation, panneaux de travaux, dans les zones non ouvertes au public, une signalisation de type « rubalise » de couleur vive ou barrière de type barrière « Ville de Paris » ou « Heras »).
- Des panneaux réglementaires, portant notamment les mentions suivantes – Port du casque obligatoire, chantier interdit au public..., devront être installés en périphérie de toutes aires de chantier.

2.3 Accès et circulation

Pour les prestations à l'intérieur du domaine, il est rappelé à l'entreprise la fragilité de l'ensemble des allées dont les structures et les revêtements n'ont pas été conçus pour une circulation d'engins lourds.

Les accès au chantier et les circulations du domaine sont soumis aux directives du service de la surveillance du domaine national de Saint-Cloud.

2.4 Règlement de police et de voirie

L'entrepreneur est tenu de se conformer aux règlements de police et de voirie ainsi qu'au règlement sanitaire départemental.

2.5 Véhicules – Engins et matériels

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser les engins et véhicules qui ne correspondraient pas, soit aux dispositions du présent CCTP, soit aux besoins nécessaires pour une exécution parfaite de la prestation.

2.6 Signalisation des véhicules

Les véhicules sont équipés de feux spéciaux répondant aux exigences de l'arrêté du 04/07/72 et de la signalisation complémentaire homologuée dont les caractéristiques sont définies par l'arrêté du 20/01/87 disposée à l'avant, à l'arrière et sur les côtés du véhicule.

2.7 Réseaux de concessionnaires

Lorsque les conditions de réalisation des prestations du présent accord-cadre l'exigent, l'entrepreneur est tenu de se conformer aux dispositions du décret n° 91-1147 du 14/10/91 relatif à l'exécution de prestations à proximité des certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution pour tous travaux comportant de fouilles au sol (plantations, essouchement, etc. ...) Il est notamment tenu au dépôt de la déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT).

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus et sans préjudice de l'action des autorités compétentes, le pouvoir adjudicateur peut prendre, aux frais de l'entrepreneur, les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

2.8 Entretien - Nettoyage du chantier

L'entrepreneur est tenu de prendre à ses frais toutes les dispositions nécessaires pour éviter, qu'aux abords du chantier, les chaussées ne soient souillées par les déblais provenant de l'exécution des prestations. Aucun engin ne doit quitter l'emprise du chantier pour circuler sur les voies du domaine et sur les voies publiques tant que son état de propreté comporte un risque de souillure des chaussées.

L'entrepreneur supporte l'intégralité des frais de nettoyage courant du chantier et des voies de qu'il emprunte.

Dans le cas où ces prescriptions ne seraient pas observées, le pouvoir adjudicateur se substitue, sans la mise en demeure préalable, à l'entrepreneur. Les frais ainsi engagés sont recouvrés dans les formes habituelles.

2.9 Sécurité et hygiène des chantiers

L'entrepreneur prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les prestations ne constituent un danger pour les tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Les points de passage dangereux (au droit des voies de communication, des traversées, etc. ...), doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié. Ils doivent être éclairés et au besoin gardés.

2.10 Equipement du personnel

Le personnel chargé de l'exécution de la prestation doit disposer d'un équipement de protection individuel (E.P.I), notamment des vêtements et protections rendus nécessaires par son activité.

La fourniture des EPI est à la charge du titulaire.

2.11 Etat des lieux

Préalablement au démarrage des prestations, objet d'un bon de commande, un constat des lieux contradictoire sera établi aux frais de l'entrepreneur titulaire du présent marché. Ce constat sera dressé d'après les indications du maître d'ouvrage. Il a pour objet d'inventorier et d'enregistrer, préalablement, au démarrage des chantiers, tous les ouvrages en place ainsi que leur état.

Seront obligatoirement représentés dans ce constat :

- Le Maître d'ouvrage ou son représentant ;
- L'entrepreneur titulaire de l'accord-cadre.

A cette occasion, l'entrepreneur désignera à ce moment la personne responsable du chantier, qui devra être présente à toutes les réunions intermédiaires de chantier. Celle-ci sera pourvue d'un téléphone portable dont les coordonnées seront communiquées au pouvoir adjudicateur.

Le constat contradictoire portera sur les éléments suivants :

- Les éléments de la statuaire ainsi que tous les autres éléments architecturaux situés dans les zones de chantier, en, limite de celles-ci et au long des voies d'accès autorisées à ces chantiers ;
- Tous les réseaux et les ouvrages connexes tels que regards, tampons, grille, avaloirs etc. situés sur l'emprise des chantiers en limite de ceux-ci et au droit des voies d'accès ;
- Les différents sols et structures au droit de la zone de chantier et pour les différentes allées et secteurs correspondant aux voies d'accès aux chantiers ;
- Les ornières seront reprises en décompactant les sols et par apport de terre végétale pour reconstituer le profil initial ;
- Sur les allées, les ornières seront prises obligatoirement avec les matériaux constitutifs pour les couches de fondation et couches de roulement (grave naturelle, sable stabilisé, émulsion gravillonnée, pavage, etc., selon les emplacements ;
- Toutes les clôtures situées en périphéries de la zone de chantier ou le long des voies d'accès ;
- Tous les ouvrages de protection des plantations, les panneaux d'information, de signalisation routière, les poteaux d'éclairage public et feux tricolores ;
- Tous les ouvrages de serrurerie, tels que les grilles, situés dans l'emprise des chantiers ou à leurs périphéries ainsi que les voies d'accès ;

- L'ensemble des végétaux situés dans la zone de travaux, à leur périphérie ainsi que sur les voies d'accès.

Le constat sera établi sous la forme d'un document de synthèse décrivant en détail chaque type d'ouvrage, ses caractéristiques et son état.

Un constat similaire pourra être demandé par le Maître d'ouvrage à l'achèvement des prestations si des dégradations sont constatées.

2.12 Réunions de chantier

Les réunions de chantier auront lieu en fonction de la difficulté, de l'importance et de l'avancement des prestations sur convocation du Maître d'ouvrage.

L'entrepreneur est tenu d'assister à ces réunions pendant toute la durée de l'exécution des prestations ou de s'y faire représenter valablement. Les représentants désignés devront pouvoir, pour les affaires courantes, prendre toutes dispositions et décisions techniques et financières sans avoir besoin de consulter leur direction.

La présence du représentant qualifié de l'entreprise, sera obligatoire à chaque réunion.

ARTICLE 3 - MODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 Normes et règlements - Etat prévisionnel des prestations

Il est supposé avoir une connaissance suffisante des ouvrages à entretenir. En conséquence, il ne pourra se prévaloir d'une insuffisance des informations jointes au présent CCTP.

3.2 Provenance des matériaux

Toute livraison anticipée avant agrément du Maître d'ouvrage est faite aux risques et périls du titulaire.

Le Maître d'ouvrage pourra exiger les bons de commande et de livraison permettant d'attester la provenance des matériaux. Ceux-ci seront assortis de leurs fiches techniques. Des échantillons pourront être fournis sur demande du Maître d'ouvrage jusqu'à convenance.

3.3 Délais d'interventions

Le délai d'exécution de chaque prestation sera fixé dans chaque bon de commande.

Si le bon de commande le précise, elle devra fournir un planning prévisionnel d'exécution qui sera soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage.

3.4 Périodes d'interdiction

Le maître d'ouvrage peut décider d'interdire à tout moment la circulation des camions et engins de chantier sur les voies normalement utilisées en fonction des intempéries et de l'état des allées (causes de gel ou de précipitations importantes) ou encore en cas de manifestations exceptionnelles.

La circulation ne pourra reprendre que sur autorisation du Maître d'ouvrage.

3.5 Etat des lieux- remise en état des zones de travaux, de stockage et zones de circulation.

En cas de dégradations constatées par le Maître d'ouvrage, l'entrepreneur reconnu responsable devra la remise en état des sols et en particulier :

- Les ornières seront reprises en décompactant les sols et par apport de terre végétale pour reconstituer le profil initial
- Sur les allées, les ornières seront prises obligatoirement avec les matériaux constitutifs pour les couches de fondation et couches de roulement (grave naturelle, sablé stabilisé, émulsion gravillonnée, pavage, etc., selon les emplacements).

3.6 Conditions d'exécution

- Les techniques traditionnelles seront utilisées en priorité et respecteront les sujétions des D.T.U. et des normes françaises N.F.

Pour la qualité et l'exécution de ses ouvrages, l'entreprise devra se conformer aux prescriptions réglementaires en vigueur dans leurs dernières éditions et en particulier :

- aux normes françaises publiées par l'A.F.N.O.R.
- aux documents techniques unifiés publiés par le C.S.T.B. et en particulier :

* Couverture plomb:

- D.T.U. N° 40.46. Couverture en plomb
- Normes françaises homologuées correspondant aux ouvrages visés au présent lot. Couverture par grands éléments en feuilles et bandes :
 - Les bandes façonnées normalisées répondront à la norme NF P 34-402.
 - Les couvres joints normalisés répondront à la norme NF P 34-403.
 - Les accessoires ponctuels normalisés tels que chatières, répondront à la norme NF P 37-410.
 - Les pattes de fixation en acier galvanisé seront conformes à la norme NF PA 32-32 1. -
 - Les pattes de fixation en acier inoxydable seront de la qualité Z 8 C 17.
 - Les pattes de fixation en cuivre étamé seront conformes à la norme NF PA 37-10 1.
- NF A 55 201
- NF A 55 211

* Charpente bois :

- Le fascicule technique relatif aux ouvrages de charpente, menuiserie des travaux de restauration des Monuments Historiques (opuscule relatif aux ouvrages de charpente, menuiserie) publié par la direction du patrimoine (Ministère de la Culture édition de Mai 1988).
- DTU N°31.1. Charpente bois.
- Normes Françaises AFNOR homologuées par Arrêté Ministériel à la date de soumission :
 - NFP 20/102 Vocabulaire du bois
 - NFP 21/202 Règles d'utilisation du bois
 - Règles de calculs DTU
 - Règles CB 71 Règles de calcul des charpentes en bois et modificatif 1975
 - Règles NV 65.67 définissant les effets de la neige et du vent.

* Eaux pluviales :

- Documents Techniques Unifiés, et plus particulièrement :
 - D.T.U. N° 40.5 - novembre 1993 - « Travaux d'évacuation des eaux pluviales »
 - D.T.U. N° 60.11 – DTU P 40-202 - Octobre 1988 - « Règles de calcul des installations de plomberie sanitaire et des installations d'évacuation des eaux pluviales »
- aux Cahiers des charges des fabricants.

Les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels devront faire l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. et bénéficier d'une police particulière d'assurance dont l'attestation devra être fournie au Maître d'oeuvre.

En tout état de cause, seront respectés :

- la réglementation en vigueur relative à la protection des bâtiments contre l'incendie,
- le règlement sanitaire départemental,
- les prescriptions relatives à la sécurité des travailleurs (décret du 8 Janvier 1965 et textes d'application).

NOTA

L'énumération des documents C.S.T.B. - D.T.U. - N.F. n'est donnée qu'à titre indicatif et d'information et ne peut constituer une énumération limitative.

L'entreprise devra se référer à tous les règlements, lois, arrêtés, etc ... en vigueur.

TRAITEMENT DES BOIS

Tous les bois seront sains, secs, dépourvus de toutes traces d'aubier, gélivures ou gerçures, traités après taille, afin que toutes entailles, assemblages, etc. Soient traités.

Le produit de traitement des bois devra être agréé C.T.B.F. ou devra justifier la conformité aux normes NF x 41.528 ou 529, 41.538 ou 539, 41.592 et le suivi de la constance de qualité par un organisme indépendant du fabricant.

Le produit de traitement des bois devra être incolore.

ÉTUDES ET PROTOTYPES

Les sections des bois ne seront jamais inférieures à celles des bois existants.

Il réalisera suivant les besoins, les prototypes nécessaires devant être soumis à des essais de laboratoire.

Il sera en outre tenu de produire toutes les justifications sur la provenance et la qualité des matériaux mis en œuvre et fournira tous les échantillons qui lui seront demandés.

ARTICLE 4- DESCRIPTION DES PRESTATIONS

4.1 Généralités

Tous les protocoles d'exécution des prestations, les plannings d'intervention, les matériels et matériaux utilisés devront obligatoirement être validés par le Maître d'ouvrage avant tout commencement des prestations.

Toutes les prestations d'entretien comprennent :

- **Toutes les fournitures, matériaux, matériels sauf mention contraire**
- **Toutes les sujétions d'exécution et de manutention toutes les protections nécessaires y compris des avoisinants par bâches, polyane...**
- **Le nettoyage en cours et fin de travaux**
- **La remise en état des sols et avoisinants à l'identique, à l'achèvement des travaux.**

L'évacuation des gravois à la décharge comprend toutes les manutentions nécessaires telles que jets de rapprochement et de chargement, le transport et les droits de décharge. De plus, le titulaire doit fournir les bons de décharge format papier ou dématérialisé et les joindre à ses factures.

Le titulaire pourra être amené à réaliser des visites du site sur demande du pouvoir adjudicateur, afin d'étudier une problématique particulière pour laquelle le maître d'ouvrage souhaiterait avoir une expertise avant l'éventuelle réalisation de travaux.

Dans ce cadre, le titulaire devra remettre, à la suite de sa visite, un rapport illustré avec plan et photographie sous format numérique (.pdf, .dwg, .jpeg et documents Microsoft Office) ainsi qu'une copie papier.

Ces éléments seront à remettre dans le mois suivant la visite.

4.2 Protection des existants

Tous les secteurs sensibles (gazon, prairies) seront systématiquement protégés pour éviter toute dégradation.

Pour les secteurs jouxtant ou surplombant les espaces communaux, l'entrepreneur pendra contact avec les services concernés pour obtenir les diverses autorisations ou dérogations en matière d'accès, de stationnement, etc.

Aucune plus-value ne sera admise à l'exécution, pour des dispositions particulières supposées être totalement intégrées à l'établissement de l'offre.

En cas de présence de plomb, le titulaire devra respecter le pourcentage de plus-value établi dans le Bordereau des Prix Unitaires lors de la remise de son offre.

4.3 Protection des ouvrages

Le titulaire du présent accord-cadre est tenu responsable de tous les dégâts occasionnés aux ouvrages (de quelque nature qu'ils soient, y compris réseaux aériens ou enterrés), aux fabriques ou à la statuaire. Toutes les précautions seront prises pour préserver ces éléments, des protections seront installées pour qu'ils ne puissent être endommagés par la chute d'arbre, de branches ou la circulation des engins de chantier.

Les éventuels dégâts donneront lieu à une restauration, à la charge et aux frais de l'entreprise, selon les prescriptions du Maître d'ouvrage.

Les dégradations accidentelles occasionnées aux réseaux, quant à elles, feront l'objet de réparations dans le respect des normes en vigueur au jour de l'incident. Le choix de l'entreprise chargée de réparer devra être soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage.

4.4 Descriptif des prestations de travaux

En règle générale, tous les protocoles techniques d'intervention, les engins, matériels, produits et matériaux seront impérativement soumis pour validation au Maître d'ouvrage avant le démarrage des travaux.

En règle générale, les matériaux de couverture devront être identiques ou adaptés aux existants et à la préservation de patrimoine historique.

Remplacement ponctuel de tuiles ou ardoises

Les tuiles ou ardoises en mauvais état (écornées ou cassées), déplacées ou manquantes sont à remplacer si elles occasionnent des fuites ou si elles risquent de le faire par des tuiles ou ardoises de même format et aspect.

Des tuiles ou des ardoises de remploi pourront être utilisées si elles sont encore saines. Des tuiles neuves « type mécanique ou canal » pourront être utilisées pour se raccorder parfaitement au ton général des couvertures. Les ardoises neuves pourront être utilisées si elles respectent les formats, les épaisseurs et la provenance typologique des ardoises en place.

Les ardoises neuves seront taillées selon les formats en place et en respectant les dispositions de mise en œuvre.

Les tuiles ou ardoises déplacées seront repositionnées à leur place initiale en reconduisant autant que possible les modes d'accrochages existants (crochets cuivre, galvanisés ou inox, pointes à têtes larges, crantées, galvanisée, cuivre

Révision des ouvrages de raccord

Les égouts, rives, arêtières, faîtages, solins, renvois d'eau et noues seront révisés.

Si nécessaire, des reprises pourront être réalisées au mortier chaux hydraulique/sable. Les reprises de mortier devront présenter le même aspect (couleur de liant, granulométrie et couleur de sable)
L'ouvrage : le mortier dégradé sera purgé, le support sera brossé, dépoussiéré et humidifié dans la masse avant l'application du nouveau mortier.

Pour les arêtières et les noues, il faudra veiller à vérifier les jonctions, soudures et recouvrements des éléments d'étanchéité métalliques (zinc, cuivre et plomb). Ces dernières devront être remplacés s'ils advenaient à fuir ponctuellement (hors cas d'un ouvrage dégradé sur son ensemble devant faire l'objet d'une réfection)

Les portions d'égouts défectueuses en tuiles seront reprises avec scellement obligatoire au mortier et respect des dispositions en place (égout droit, égout dentelé), idem pour rives scellées, double ou simple suivant existant.

Nettoyage et révision des conduites et récupérations d'eaux pluviales

Les gouttières, chéneaux, descentes d'eaux pluviales seront nettoyées de tout encombrement. Une attention particulière sera accordée au curage des regards, des caniveaux et des évacuations enterrées.

Pour les chéneaux en zinc et autres ouvrages d'étanchéité métalliques, il faudra veiller à vérifier les jonctions.

En cas de besoin, un remplacement ponctuel de conduits de descentes d'eaux pluviales, de chéneaux, de dauphins et de gouttières devra être réalisé à l'identique avec remplacement des crochets et fixations s'ils s'avèrent abîmés. Attention aux fixations avec chevilles prioritairement fixées dans les joints des maçonneries.

Remplacement des gouttières, descentes et dauphins neufs en cuivre ou zinc

Démoussage, dévégétalisation et traitement

Les mousses et végétaux divers seront enlevés prioritairement manuellement, à la truelle ou à la brosse métallique. Lors d'utilisation de produits, la fiche technique devra être transmise pour validation avant l'opération.

Révision des cheminées

Les souches, les ouvrages de raccord et les chapeaux des cheminées seront révisés afin de garantir leur étanchéité.

Pour les chapeaux de cheminées en tuiles canal, les mortiers de scellement seront révisés et les tuiles changées si besoin.

Un démoussage, par brossage est à prévoir pour les souches et les chapeaux de cheminées.

Révision des dispositifs d'arrêt de matériaux en bas de pente

Les dispositifs d'arrêt de matériaux en bas de pente seront révisés. Il faudra prévoir un dégagement des encombrements éventuels et une vérification des fixations et des grillages d'arrêt.

Les fixations ou grillage d'arrêts détériorés pourront être remplacés à l'identique si besoin.

Les scellements des fixations pourront être refaits ponctuellement suivant le mode existant.

Mise en place de mesures conservatoires

En cas de sinistre ou danger imminent, toutes les mesures conservatoires doivent être prises en moins de 24 heures après signalisation téléphonique suivie de sa confirmation par courriel.

ARTICLE 5 – DOSSIER DES INTERVENTIONS EXECUTEES

A l'achèvement des prestations, objet du bon commande, l'entrepreneur devra présenter un dossier des interventions, exécutées comprenant tout ou partie des éléments nécessaires à la justification de la facturation et à toute intervention ultérieure sur ces mêmes ouvrages.

Pourront y figurer notamment (liste non exhaustive) :

- les attachements figurés et/ou écrits,
- les plans de repérage des interventions

- tous documents photographiques avant et après,
- les fiches techniques des matériaux et matériels mis en œuvre,
- les rapports sanitaires...
-

ARTICLE 6 – LOCALISATION DES BATIMENTS

Les prestations pourront être exécutées sur l'ensemble des bâtiments du Domaine national de Saint-Cloud, dont notamment :

- Bâtiment de la Conservation
- Bâtiment Ancienne Gendarmerie de Chasse
- Bâtiment des Communs
- Bâtiment des Ecuries
- Bâtiment de Valois
- Bâtiment Artois
- Bâtiment Anjou
- Bâtiment Fer à Cheval
- Bâtiment Ancienne orangerie
- Bâtiment Garde Meuble
- Bâtiment des garages (près tunnel A13)
- Pavillon des 24 Jets
- Hangar Combat
- Hangar Trocadéro
- Bureau et vestiaires Trocadéro
- Pavillon du Piqueur
- Pavillon Glacière
- Pavillon Rue des Ecoles
- Pavillon Ancienne Régie
- Pavillon Porte Jaune
- Pavillon Porte verte
- Pavillon Porte Blanche
- Pavillon Porte Ville d'Avray
- Pavillon Brancas

- Pavillon Barthélemy
- Pavillon Trocadéro
- Pavillon du Combat
- Bâtiment Porte du Mail
- Divers chalets
- Concessions
- Voir annexe-Localisation dans le domaine